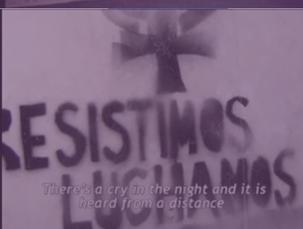
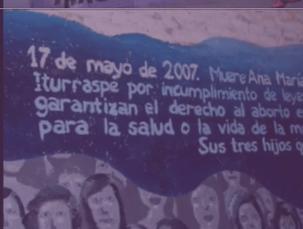
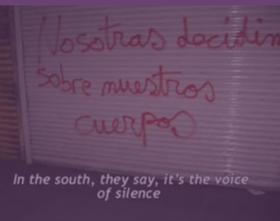


Le décès d'Ana Maria Acevedo : le fer-de-lance du Mouvement de Femmes

Étude de cas

Ana María Acevedo nació en Vera, provincia de Santa Fe.
Tenía 20 años y era mamá de tres niños.
Estaba embarazada y enferma de cáncer.

FALLECIÓ EL 17 DE MAYO DE 2007
Ana María Acevedo
She was born in Vera, Provincia de Santa Fe, Argentina



Ana María Acevedo nació en Vera, provincia de Santa Fe.
Tenía 20 años y era mamá de tres niños.
Estaba embarazada y enferma de cáncer.

FALLECIÓ EL 17 DE MAYO DE 2007
Ana María Acevedo
She was born in Vera, Provincia de Santa Fe,

Le décès d'Ana Maria Acevedo : le fer-de-lance du Mouvement de Femmes

Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, Argentina (member of the [Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito](#))
Lucila Puyol et Paula Condrac, avec la collaboration de Mirtha Manzur

À la mémoire de Maria Ana Acevedo (1987-2007) et de toutes celles qui sont mortes aux mains des fondamentalistes qui oppriment et punissent les femmes.

L'organisation Multisectorial de Mujeres de Santa Fe (Multisectorielle de femmes de Santa Fe, ci-après Multisectorielle) est une organisation de femmes qui intègre la Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Seguro, Legal y Gratuito (Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sans risques et gratuit) —une coalition de près de 250 organisations et groupes de tout le pays. Au cours de cette étude, trois membres de Multisectorielle définiront les fondamentalismes religieux et retraceront l'histoire des fondamentalismes catholiques en Argentine ainsi que leurs liens avec le pouvoir économique et militaire, en mettant en valeur les opinions dissidentes au sein de l'Église catholique même. Comme dans d'autres contextes, c'est dans la lutte contre la légalisation de l'avortement que se produisent les plus importants affrontements entre fondamentalistes et féministes. Les auteures expliqueront la législation argentine —qui ne permet l'avortement que pour sauver la vie «de la mère» et en cas de viol d'une « femme folle ou idiote »—, puis elles développeront le cas choquant d'Ana Maria Acevedo, une jeune femme qui souffrait de cancer et à qui les médecins fondamentalistes ont refusé de donner le traitement qui aurait pu lui sauver la vie, pour ne pas nuire à sa grossesse.

L'étude de cas se conclura par l'énumération et l'analyse des stratégies juridiques et politiques employées par Multisectorielle, tant dans sa quête de justice pour Anna Maria que dans la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine. La légalisation permettrait de protéger la vie des femmes et surtout de celles qui n'ont pas accès à l'avortement à cause de raisons économiques et de classe.



Les fondamentalismes religieux

Nous entendons par « fondamentalismes religieux », les concepts et les pratiques culturelles qui se basent sur des croyances liées à la transcendance, au divin et à l'éternel ; sur les idées fondamentales, personnelles et intimes des êtres humains, dans le but d'imposer une vision unique et dogmatique de la réalité, servant les intérêts des classes dirigeantes et des hiérarchies religieuses.

Le terme « fondamentalismes religieux » a été inventé au début du siècle dernier par les mouvements de restauration chrétienne qui souhaitaient revenir à un paradigme médiéval et contreréformiste de l'Église dans laquelle ils exerçaient des fonctions sociales et politiques —ainsi que religieuses— qui augmentaient leur pouvoir. Ces mouvements constituent une réponse traditionaliste, conservatrice et de rejet de la modernité et de la sécularisation, qui soutiennent une conception patriarcale et familiale de la société¹.

Les fondamentalismes sont imposés dans le monde entier à travers les religions et dans notre contexte latino-américain et en Argentine, à travers la hiérarchie de l'Église catholique². Cependant, ils sont utilisés par tous les secteurs de pouvoir qui défendent la pensée unique, la mondialisation des marchés et le mode de production capitaliste.

Dans cette logique patriarcale, il apparaît comme fondamental de contrôler le corps des femmes : les fondamentalistes religieux ont légitimé l'intervention directe de l'État sur nos corps, en nous refusant le droit et la capacité de décider sur celui-ci et donc sur notre sexualité. Fondamentalement, ils nient toute différence entre les rôles de femme et de mère, en convertissant le puissant pouvoir de la maternité en instrument de domination masculine et en ignorant la place prédominante du plaisir. Le contrôle exercé par l'éducation³ —aussi bien publique que privée— est essentiel pour reproduire des êtres aptes à s'insérer dans le système capitaliste qu'ils défendent. Le cercle se referme lorsque, submergées par la culpabilité et les mandats de la conduite à suivre, les femmes mêmes, reproduisons de manière acritique, le discours dont nous sommes les victimes.

Nous croyons nécessaire de nous référer aux appas des fondamentalismes religieux. L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa exprime dans « Le langage de la passion » :

« Aucune Église n'est démocratique. Elles postulent toutes une vérité bénéficiant de l'accablant alibi de la transcendance et de l'abracadabrantique parrainage d'un être divin, contre lesquels s'écrasent et se pulvérisent tous les arguments de la raison. Si elles se niaient à elles-mêmes —elles se suicideraient— si elles étaient tolérantes et rétractables ... » [Traduction libre de l'espagnol].

A ces trois éléments communs à toutes les églises - le dogme, le parrainage d'un être divin et la promesse d'une vie éternelle - nous ajoutons un autre facteur: le slogan, pas si inoffensif, « mort aux idéologies », fabriqué dans les usines impérialistes des années 90 après la chute du mur de Berlin. Le slogan « il ne reste plus qu'un seul monde possible » a porté atteinte à l'espoir, aux utopies et aux rêves de changement. Le mensonge n'a pas duré longtemps car très vite, « le seul monde possible » a dépouillé la moitié des habitants/tes de la planète de toute possibilité de vie décente, mais l'idée a quand même prospéré. En agissant contre toute possibilité de protagonisme, d'organisation sociale et de lutte, il a plongé dans la passivité, dans l'indifférence pour ce qui a trait à la politique et dans la démobilisation sociale, des millions de personnes. Il a créé un vide existentiel qui, habilement, a été comblé par les religions.

Comme il n'y a pas de domination sans résistance et que la lutte idéologique se poursuit, face à ces expressions fondamentalistes, des voix se lèvent et les laissent à nu, dénonçant leurs modes de fonctionnement, leurs lois et leurs modus operandi. L'intention de notre travail est de devenir l'une de ces voix.

Les fondamentalismes religieux dans le contexte politique et culturel latino-américain et argentin

Le pluralisme et la démocratie, dans lesquels est soi-disant né notre pays, se heurtent à l'article 2 de notre Constitution, qui manifeste : « Le gouvernement fédéral soutient le culte catholique apostolique et romain ». Dans les faits, ceci se traduit dans une série de prébendes incertaines, comme le fait que les immeubles de l'Église ne payent pas d'impôts ou que l'État subventionne les écoles privées catholiques. L'interférence de l'Église s'est manifestée à chaque fois que l'on a discuté et sanctionné une loi relative au divorce et à l'autorité parentale partagée⁴, mais aussi en ce qui se réfère à l'éducation sexuelle, l'union civile entre des personnes du même sexe et chaque fois qu'apparaissent des cas concrets de femmes sollicitant un avortement légal.

Toutefois, il y a eu des positions dissidentes au sein même du christianisme, qui trouvent dans ce qui est séculier et laïc, la continuité historique de la tradition judéo-chrétienne, en s'appropriant le discours émancipateur moderne. Ces tendances, inspirées du Concile Vatican II et des Théologies de la Libération, se sont été exprimées et s'expriment en Amérique latine, par le biais du Movimiento de Sacerdotes para el Tercer Mundo (Mouvement des prêtres pour le Tiers monde), proche de la gauche marxiste et qui ont atteint leur expansion maximale durant les années 60 et 70.

L'Église catholique, dans sa croisade visant la restauration, s'est proposée depuis le pontificat de Jean Paul II de briser l'influence de la Théologie de la Libération en Amérique latine en devenant complice pour cela, des dictatures militaires dominantes durant les années 70 et de la disparition et le meurtre de plusieurs religieuses et prêtres tiers-mondistes. D'autres ont été excommuniés de l'Église⁵.

En plus d'essayer d'effacer la pensée de la Théologie de la Libération, une autre stratégie du Vatican pour tenter de reconquérir l'Amérique latine a été de soutenir l'activité d'organisations catholiques dans la région comme l'Opus Dei, la Legión de Cristo (Légion du Christ) ou les Sodalicos de Vida Cristiana (Sociétés de vie apostolique). En Argentine, l'Opus Dei est l'organisation qui s'est le plus développée⁶. Il possède des universités privées et ses membres occupent des chaires stratégiques au sein d'universités publiques (dans les facultés de médecine, philosophie, sciences juridiques et sociales). Il exerce son influence sur les médias et les hôpitaux publics. Il est lié à des chefs d'entreprise, des membres du pouvoir judiciaire et législatif et tente d'être présent dans tout un autre lieu d'importance de la vie civile de la nation.

Actuellement et depuis la fin du siècle dernier, se sont des prêtres appelés les «curas villeros»⁷ (prêtres des bidonvilles) qui ont repris la vision sociale et la dénommée Opción para los Pobres (Option pour les Pauvres) qui a caractérisé les prêtres et religieuses tiers-mondistes des années de 60 et 70. Dans les quartiers humbles, où ils érigent leurs églises, ils font une lecture critique et impliquée de la réalité sociale, de la pauvreté et de l'inégalité, en donnant leur apport à la construction d'une société plus juste et solidaire.

Ils ont également créé une organisation importante et exemplaire, les [Católicas por el Derecho a Decidir](#) (Catholiques pour le Droit de Décider, CDD), réseau intégré par des femmes catholiques qui depuis les années 90, travaillent dans des pays latino-américains comme l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, El Salvador, le Mexique, le Nicaragua et le Paraguay. Leur objectif est de promouvoir les droits des femmes en partant d'une théologie catholique, féministe et de l'exercice de la citoyenneté, en cherchant à influencer politiquement les scènes régionales et internationales pour l'avancée des droits sexuels et reproducteurs des femmes de la région.

Nous croyons qu'il n'est pas accidentel que pendant les années 90, apparaissent en Argentine des mouvements comme celui des prêtres villeros ou celui des CDD, car cette décennie a été dominée par les politiques néolibérales et par les scandales de corruption: nous entendons par là, qu'ils naissent comme des expressions de résistance. Au cours de ce siècle, l'ascension au trône de Saint Pierre de Joseph Ratzinger après le

décès de Karol Wojtyła a assuré la continuité de l'orthodoxie chrétienne, de l'exercice fondamentaliste de la religion catholique et de la persécution des secteurs s'opposant à sa politique.

Toutefois, il est important de faire une relecture de l'analyse des fondamentalismes et des religions en tant que structure de pouvoir traditionnel qui, se basant sur le discours religieux, soutient le patriarcat et la famille traditionnelle, ainsi que la lutte contre le mouvement féministe et les minorités sexuelles. Comme l'affirme Juan Marco Vaggione, il n'est pas si facile de nos jours de délimiter les barrières entre ce qui est laïc et ce qui est religieux, « ... l'activisme religieux se caractérise par un sécularisme stratégique croissant. Au lieu d'élaborer des livres religieux, l'activisme religieux justifie de plus en plus son programme en s'inscrivant dans des discours scientifiques et légaux »⁸. Cet auteur nous défie à analyser les rôles politiques dont s'empare progressivement la religion dans les sociétés contemporaines.

Face à l'action ferme des organisations féministes et de diversité sexuelle, leurs réactions ont trouvé d'autres chemins et, sans abandonner le dogme, ces groupes anti-droits —maintenant organisés dans des associations civiles— empêchent, en ce confondant dans un jeu illusoirement démocratique, le développement d'une société véritablement démocratique et pluraliste.

Le Code pénal argentin et l'avancée des fondamentalismes religieux sur les lois et les droits acquis par les femmes

Le [Code Pénal Argentin](#) caractérise l'avortement comme un délit contre la vie au même chapitre où il traite de l'homicide en général. Il établit des peines pour les professionnels de la médecine intervenant dans l'acte abortif et pour la femme qui le sollicite. L'article 88 indique que : « La femme qui cause son propre avortement ou qui consent à le faire, sera passible d'une peine de prison allant de 1 à 4 ans⁹. La tentative de la femme n'est pas punissable ».

L'article 86 du Code Pénal¹⁰ fait référence aux avortements non punissables, considérant deux situations : (a) l'avortement en cas de danger pour la vie ou la santé la mère¹¹ et (b) l'avortement si la grossesse est le produit d'un viol ou d'un attentat à la pudeur sur une femme « idiote ou folle », que nous appellerons dans le reste du texte les « avortements légaux ».

Le Code pénal argentin ne requiert pas d'autorisation judiciaire pour la pratique d'avortements légaux. Les femmes issues des secteurs économiques moyens et élevés souhaitant avorter —légalement ou pas— font recours à des cliniques privées et, moyennant un paiement, elles accèdent

à l'interruption de la grossesse. Mais les femmes des secteurs populaires ne peuvent pas se payer un acte abortif dans une clinique privée et accéder à un avortement légal dans un hôpital public car il s'avère chaque fois plus difficile.

Pourquoi ? Parce que les hôpitaux publics ne respectent pas ni ne protègent les femmes souhaitant avorter. Quand les secteurs conservateurs prennent connaissance d'un avortement imminent¹² — alertés par le personnel de l'hôpital — ils essayent de le freiner et dans certains cas ils y sont arrivés, en posant des obstacles légaux, en portant le cas face à la justice et aux médias, en menaçant les professionnels/les de la médecine et en créant une atmosphère de drame. Sous le prétexte de défendre la vie, ils soumettent les femmes à une maternité forcée ou à un décès assuré. Un autre obstacle est que les femmes ne sont pas dûment informées sur leur droit d'avorter dans les cas où la loi le permet : certains hôpitaux publics mentent délibérément, ils leur disent que c'est une infraction et ils bloquent l'accès à l'acte, en demandant des autorisations inutiles pour spéculer, entretemps, sur la grossesse qui poursuit son développement.

Les groupes auto-dénommés « pro-vie »¹³ sont, non seulement contre la dépénalisation et la légalisation de l'avortement, proposés de manière large par le mouvement de femmes, mais ils sont aussi contre les avortements autorisés par la législation argentine, mentionnés dans l'article 86 du [Code Pénal](#). Comme nous pouvons le voir, les principales victimes de l'action de ces groupes sont les femmes pauvres, puisqu'elles sont clairement discriminées par rapport aux femmes des classes élevées et moyennes.

Santa Fe, le bastion des fondamentalismes religieux

La ville de Santa Fe est la capitale de la province du même nom située dans la région centrale du pays. Elle a été fondée 1573 par le conquistador espagnol Juan de Garay qui a envahi notre territoire avec sa « croix et son épée », pour créer une ville intermédiaire et portuaire entre les villes fondées précédemment comme Asunción del Paraguay et Nuestra Señora del Buen Ayre. Il l'a appelée Santa Fe de la Vera Cruz (Sainte foi de la véritable croix, traduction libre de l'espagnol) en hommage à la foi catholique. Les caractéristiques de sa fondation — l'emplacement et le nom, que l'on garde toujours de nos jours — l'ont défini à travers le temps comme une ville politiquement conservatrice et catholique.

Bien qu'elle soit la capitale d'une importante province agricultrice, notre ville a peu de véritables ressources et sa population, qui atteint les 500 000 habitants, s'est appauvrie progressivement à cause des politiques néolibérales et pour avoir subi, depuis les dix dernières années, deux inondations qui ont laissé un tiers de la population en situation

d'indigence et sans défense. Ce secteur vit dans des conditions d'extrême pauvreté, sans emplois dans sa grande majorité et survivant grâce aux plans sociaux de l'État. Il s'agit de nombreuses familles, ayant beaucoup d'enfants, qui ont un accès difficile aux droits les plus élémentaires comme le logement, la santé et l'éducation. Dans ce contexte, un des problèmes fondamentaux est le manque d'éducation sexuelle dans les écoles, en plus du manque d'accès à la contraception et à l'information sur les méthodes contraceptives et la non-application — totale — de la Ley de Salud Sexual y Procreación Responsable (Loi pour la santé sexuelle et de pour la procréation responsable) en vigueur¹⁴.

De notre point de vue en tant que femmes, nous considérons que celle qui ne connaît pas son cycle reproducteur ne domine pas son corps ni sa vie; mais c'est cela qui est crucial pour les fondamentalismes, empêcher l'éducation sexuelle constitue une méthode efficace et économique pour maintenir leur domination sur les femmes. L'influence des secteurs fondamentalistes liés à l'Église catholique dans les services d'éducation et de santé publique de notre pays, affecte les droits des femmes, surtout des plus pauvres. Parfois les hôpitaux publics ne remplissent pas leur obligation de livrer des contraceptifs de manière gratuite, ils ne fournissent pas non plus de contraception d'urgence, ils n'effectuent pas de ligatures tubaires et ne livrent les résultats des frottis vaginaux qu'après plusieurs années d'attente, obligeant les femmes — même si elles sont sur le point d'accoucher — à supporter des files d'attente interminables, car ils sont débordés, ils ne dénoncent pas la violence subie par les femmes et les traumatisent à nouveau, si elles ont été violées.

Le Multisectorial de Mujeres de Santa Fe au sein du mouvement de femmes

Multisectorial de Mujeres de Santa Fe est un collectif féministe, intégré par des femmes indépendantes, des organisations de femmes et par des organisations sociales et des partis politiques. Il accompagne les combats des mouvements populaires, mais travaille spécifiquement pour la promotion et la défense des droits humains des femmes. Il naît en mars 2005 grâce à une vaste convocation des différents secteurs pour l'organisation conjointe d'une activité publique autour du 8 mars, Jour international de la femme.

Il fait parti de la Campaña Nacional por el Derecho al aborto Legal, Seguro y Gratuito, lancée en mai 2005, coordonnant les actions des différentes organisations de femmes de notre pays pour obtenir la dépénalisation et la légalisation de l'avortement en Argentine, une réclamation historique du mouvement de femmes et du mouvement féministe. La devise de la Campagne est :

**Éducation sexuelle pour décider.
Contraceptifs pour ne pas avorter.
Avortement légal pour ne pas mourir.**

Le 25 novembre 2005, une marche nationale a eu lieu à Buenos Aires, capitale de l'Argentine, pour déposer au Congrès National, les milliers de signatures recueillies pendant les six premiers mois de la Campagne dans le but d'exiger une loi en faveur de la légalisation de l'avortement et pour en finir avec les décès de femmes causés par des avortements clandestins.

La première grande réaction au niveau national s'est produite lors de la XXI Rencontre Nationale de Femmes, en octobre 2006, dans la province de Jujuy où se sont manifestés les auto-nommés « groupes pro-vie » (des personnes liées à l'Église catholique et des étudiants de l'Université catholique de Santa Fe), qui ont tenté de saboter les actions réclamant la légalisation de l'avortement¹⁵.

À partir de ce moment, la puissance du mouvement de femmes et les stratégies promues par la Campagne se sont étendues dans tout le pays et ont porté leurs premiers fruits : quelques jugements judiciaires en faveur d'avortements légaux dans des cas où l'interprétation était contestée.

Face aux nettes avancées du mouvement de femmes, la réaction des fondamentalismes est devenue féroce et systématique. Ils se postaient devant la porte des hôpitaux en criant et en brandissant des pancartes insultantes, menaçant les juges, les médecins et les fonctionnaires, diffusant des vidéos de fœtus dépecés et faisant pression sur les secteurs politiques pour éviter que ceux-ci ne se prononcent en faveur de la dépénalisation et la légalisation de l'avortement.

En avril 2007, nous étions plongées dans cette lutte, lorsque nous avons pris connaissance, à travers les médias, du cas d'Ana María Acevedo.

Ana María Acevedo

Ana María avait 20 ans et était originaire de la ville de Vera, située à 300 kilomètres au nord de la capitale de Santa Fe. N'ayant pas fini ses études primaires, elle effectuait des tâches ménagères dans plusieurs maisons de famille. Mère de trois jeunes enfants, lors de la naissance de son cadet, les médecins ne lui ont pas pratiqué la ligature tubaire qu'elle avait pourtant sollicitée.

En mai 2006, elle s'est présentée à l'hôpital public de la ville de Vera (connu sous le nom de SAMCO), un établissement de taille moyenne, à cause de fortes douleurs éprouvées au niveau du maxillaire supérieur

droit. L'odontologue qui s'est occupée d'elle, lui a extrait une molaire. Les douleurs ont persisté et pendant cinq mois l'odontologue a ignoré les demandes d'Ana María et de sa famille d'être renvoyée vers une structure plus importante. Finalement, Norma Cuevas et Aroldo Acevedo —la mère et le père d'Ana María— ont décidé de la transférer, en assumant les possibles risques. Lorsqu'elle est arrivée à Santa Fe à l'hôpital Cullen (un institut public également), les médecins lui ont pratiqué une chirurgie ouverte, et en ont extrait une grosseur qui se trouvait dans la zone faciale et qui s'est avérée être une tumeur cancéreuse (rhabdomyosarcoma alveolar). Par la suite, elle a été transférée à l'hôpital public Iturraspe avec une prescription de radiothérapie et de chimiothérapie. Au cours des analyses cliniques, il est apparu qu'elle était enceinte de quatre à cinq semaines. Sans en informer Ana María ni ses parents, ni l'informant que la réalisation d'un avortement se présentait comme une alternative pour pouvoir entamer le traitement contre le cancer, les médecins ont décidé de la renvoyer à nouveau à Vera, en lui disant qu'elle devait revenir en consultation dans cinq mois (en mars 2007), sans lui prescrire de médicaments ni de traitement pour sa maladie.

Cependant Ana María est retournée à l'hôpital Iturraspe un mois avant la date indiquée, car le cancer avançait à cause du manque de traitement et avec lui les douleurs intenses et la déformation de son visage. En février 2007, elle a été admise en salle d'Oncologie et une inter-consultation a été réalisée avec la salle de Gynécologie. Cependant, aucun des deux services ne l'ont traité. L'Oncologie n'a réalisé ni de chimiothérapie ni de radiothérapie pourtant prescrites pour combattre son cancer, ni la Gynécologie a effectué d'avortement thérapeutique que le Code pénal autorisait dans un cas comme celui-ci.

La mère et le père ont sollicité la réalisation de l'avortement mais les médecins ont refusé sous l'argument que « c'est interdit et nous allons tous finir en prison ». Il n'a pas été difficile pour les médecins de tromper les parents d'Ana María : pauvres, étrangers à la dynamique d'une ville importante, aux traitements médicaux et aux démarches légales, dormant dans les couloirs de l'hôpital car sans argent pour payer un logement et dans un profond état de vulnérabilité face à l'avance de la maladie de leur fille, ils ont été une proie facile pour les fondamentalismes.

Devant l'insistance des parents, les médecins ont dû, toutefois, demander l'intervention du Comité de Bioéthique de l'hôpital (désormais, Comité). Suite aux discussions et aux échanges d'avis, le Comité a fait connaître son rapport, dont nous présentons les extraits suivants :

« Le traitement indiqué pour la pathologie que souffre la patiente est contre-indiqué en cas de grossesse, par conséquent les médecins traitants décident de laisser en suspens l'indication de traitement ».

« Il s'agit d'une pathologie au pronostic réservé; à ce stade de la maladie on peut encore faire de la chimiothérapie et de la radiothérapie pour améliorer sa qualité de vie; une autre chirurgie reste exclue. Mais avec la grossesse en cours, les deux possibilités thérapeutiques sont écartées ».

« A-t-on pensé, à un moment, à un avortement thérapeutique ? Par convictions, pour des questions religieuses et culturelles, dans cet hôpital (et à Santa Fe) non ».

« La famille, les parents expriment que rien n'est fait pour [guérir] leur fille. Et en réalité, il est ainsi, la douleur est traitée mais pas la maladie ».

Dés que la décision du Comité a été rendue, la mère et le père, désespérés, ont eu recours au Ministère public, et de là ils ont été redirigés au Défenseur du Peuple. Aucun de ces organismes n'a pris leur cas en main, en faisant valoir leur manque de compétences pour cela.

Ana María a été obligé de poursuivre sa grossesse, sans recevoir le traitement nécessaire pour combattre son cancer, mais en plus, elle a été soumise à des traitements cruels, inhumains et dégradants, puisque le manque de prise en charge, de soins et de médicament lui ont produit des douleurs insupportables ainsi qu'une déformation du visage qui s'est étendue de plus en plus sur celui-ci et son cou.

Le 26 avril 2007, comme il l'est détaillé dans l'histoire clinique, elle se trouvait en état pré-mortem, souffrant d'insuffisance respiratoire et de défaillance de ses organes internes, c'est pourquoi une intervention chirurgicale lui a été pratiquée —que les médecins ont appelée césarienne— à 22-23 semaines de gestation. Une bébé est née et a survécu moins de 24 heures. Après l'intervention, malgré son état de santé critique, Ana María a reçu finalement trois sessions de chimiothérapie qui ont miné encore plus ses défenses. Elle est morte le 17 mai 2007, sans avoir eu l'occasion de se battre par sa vie.

Les stratégies de l'intervention

Le décès d'Ana María s'est transformé en cas-témoin pour le mouvement de femmes et le mouvement féministe de notre pays, et fondamentalement, pour la Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Seguro, Legal y Gratuito, puisqu'il a révélé le côté obscur des corporations médico-hospitalières et ses liens étroits avec les fondamentalismes.

Multisectorial de Mujeres a mis en œuvre des stratégies juridiques et politiques pour aborder ce cas.

En ce qui concerne l'aspect juridique, en tant que fondés de pouvoir d'Aroldo Acevedo et de Norma Grutas, nous avons promu le procès dans lequel était compromise la responsabilité pénale du personnel médical et du Comité de Bioéthique de l'Hôpital Iturraspe pour ne pas avoir permis de réaliser l'avortement légal. De nature identique, nous avons promu un procès civil contre la province de Santa Fe et ses prestataires de santé. Nos objectifs étaient de :

- Obtenir la condamnation des responsables du décès d'Ana María ;
- Etablir clairement l'idée que refuser d'effectuer un avortement légal constitue un délit ;
- Faire jurisprudence dans notre pays, puisque c'est le premier cas de médecins accusés de « lésions volontaires et inaccomplissement des devoirs de fonctionnaire public » pour ne pas avoir effectué d'avortement légal.

Sur le plan politique, nous nous sommes proposés de :

- Rendre le cas visible, en insérant ainsi le sujet de l'avortement dans l'agenda public en montrant l'hypocrisie des secteurs du pouvoir, la vulnérabilité des femmes pauvres qui ne peuvent accéder à l'avortements sans risques et la friabilité du système de santé publique provinciale et nationale qui se traduit par l'incapacité de l'État à protéger les femmes ;
- Sensibiliser la société face à un cas-témoin qui a produit un fort impact au sein de plusieurs organisations reconnues ainsi qu'entre des femmes et des hommes individuels/les, qui n'avaient jamais pris partie pour la dépénalisation et la légalisation de l'avortement et qui désormais le font ;
- Répandre le positionnement idéologique féministe qui inclut la diversité, la pluralité et la liberté de pensée et qui pour ces raisons rentre en confrontation avec les conceptions fondamentalistes, ainsi que leur impact négatif sur la société et spécialement sur les femmes.

Les actions politiques et les alliances

Le 17 mai 2007, date du décès d'Ana María Acevedo, Multisectorial de Mujeres de Santa Fe a convoqué différentes organisations sociales, politiques, corporatives et de droits humains afin de s'unir dans un « escrache » (une dénonciation publique)¹⁶ que nous avons effectué devant la porte de l'hôpital Iturraspe. Face à l'ampleur prise par l'« escrache », le Directeur de l'hôpital nous a accordé une audience dans laquelle il a déclaré que

« personne n'avait demandé d'avortement, ni la famille, ni le patient, ni les médecins » comme si cela ne revenait pas aux médecins d'informer sur les conditions de ce genre de pratiques médicales. Quelques jours après, la corporation médicale a publié un communiqué dans lequel elle donnait son aval à la façon d'agir des médecins qui étaient intervenus dans le cas d'Ana María mais également à la résolution du Comité de Bioéthique.

Dans le cadre de la Journée internationale d'action par la santé des femmes, le 28 mai, nous avons effectué une réclamation auprès du ministère de la Santé de la Province, sollicitant une audience avec le ministre et une réglementation urgente des avortements non punissables. L'audience n'a pas été accordée, mais la ministre a entamé une instruction administrative interne au sein du ministère de la santé pour déterminer ou attribuer les responsabilités. A ce moment, les parents d'Ana María ont présenté au Procureur des tribunaux de Santa Fe, la plainte pénale pour le décès de la jeune femme, accompagnés de l'avocat qu'ils avaient choisi, qui leur avait été recommandé et qu'ils ont, par la suite, dessaisis du dossier, comme nous l'expliquerons ci-après.

Vu la répercussion publique du cas, la Législature provinciale a réalisé une interpellation de la ministre de la Santé, à laquelle nous étions présentes. La ministre a dit que « personne n'avait demandé d'avortement pour Ana María Acevedo » en défendant clairement les professionnels impliqués dans le cas.

Lorsque l'histoire clinique d'Ana María s'est fait connaître publiquement, avec le rapport du Comité de Bioéthique, l'impact des fondamentalismes dans ce cas concret, est devenu évident. Dans ce document écrit —dans lequel la famille Acevedo était dépeinte comme « très agressive, menaçant de faire recours à la justice »— il était clair qu'Ana María et ses parents avaient sollicité l'avortement et que les médecins le lui avaient refusé. A ce moment, le gouverneur de la province a décidé la révocation du directeur de l'hôpital Iturraspe.

Le 1 juin 2007, une marche pour que rendre justice à Ana Maria Acevedo a été réalisée, convoquée par ses parents, les membres de sa famille et ses voisins/es de la ville de Vera. Multisectorielle était présente. Le jour où s'effectuait la marche à Vera, des anonymes ont peint la porte de l'étude juridique à Santa Fe, de l'avocate Mirtha Manzur —de Multisectorielle— avec la légende « Dieu t'aime ».

L'offensive des fondamentalismes soutenue par la presse orale et écrite a été très forte, c'est pourquoi il a été indispensable d'engendrer un réseau d'alliances, qui a inclus des organismes étatiques tel que l'Institut national contre la discrimination, la xénophobie et le racisme (INADI) ; le



milieu académique tels que le Programme Génere (Genre), l'Université et la Société de l'Université nationale du littoral de Santa Fe et l'Asociación Católica por el Derecho a Decidir, des députés/es provinciaux/les, des conseillères municipales de la ville de Santa Fe, des journalistes et des professionnels/les individuels/les de la médecine.

Avec le soutien économique de la [Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe](#) (Réseau de Santé des Femmes latino-américaines et des Caraïbes, RSM/LAC, selon les sigles en espagnol), Multisectorielle a rendu hommage à Ana María Acevedo à travers la réalisation d'un mural effectué par des artistes et des concepteurs/trices graphiques de Santa Fe¹⁷, dont la photo a parcouru le monde de la main des collègues de [CDD-Córdoba](#), qui l'ont généreusement diffusé.

Avec le soutien du Global Fund for Women (Fonds mondial pour les femmes) et géré par l'ONG Palabras (Mots), membre de Multisectorielle, nous avons développé un projet qui nous a permis de soutenir la visibilité du cas sur tous les fronts. La diffusion du cas et les alliances construites avec des législatrices nationales, ont permis que, le 17 juillet 2007, la Commission d'action sociale et de la santé publique de la Chambre de députés/es de la Nation, présente devant ses paires un projet de résolution exprimant son regret pour le décès Ana María.

Les 13, 14 et 15 octobre 2007, Multisectorielle a assisté à la XXII Rencontre nationale de femmes dans la ville de Cordoba [Argentine], où, plus de 20 000 femmes de tout le pays, se sont réunies pendant trois jours pour examiner, partager des expériences et définir des stratégies pour le futur, en utilisant comme fer-de-lance, le récent décès d'Ana María Acevedo. Norma Grutas, décidée à intégrer la lutte pour le droit à l'avortement et à demander que justice soit faite pour sa fille, s'est joint à ce voyage. Nous avons eu la chance de partager avec elle le travail réalisé lors des Atelier de stratégies pour l'avortement légal, sans risque et gratuit, où lors d'un moment très émotif, Norma nous a raconté le chemin parcouru par

sa fille¹⁸. Cette expérience l'a fortement touché et à son retour à Vera, elle et son mari ont décidé de dessaisir leur avocat du dossier —qui avait pris l'initiative, sans les consulter au préalable, de rencontrer l'Évêque de Santa Fe pour lui confirmer que la famille « ne luttait pas pour l'avortement »— et ils ont confié le cas de leur fille aux avocates de Multisectorielle.

Pour le premier anniversaire du décès d'Ana María, nous avons effectué un acte commémoratif face à l'hôpital Iturraspe. Grâce à l'efficace stratégie du mouvement de femmes, des militantes féministes de tout le pays ont pu assister à cet acte. Nous avons également réalisé une importante diffusion d'affiches ambulantes de la Campagne et un second mural commémoratif. L'acte a été suivi d'une marche et d'une journée de discussions et d'échanges avec les collègues féministes.

En tant que stratégie de diffusion du cas et dans le but de produire des impacts et la sensibilisation des domaines académiques nous avons entamé des Journées de débat sur les avortements non punissables et l'Assistance humanisée post avortement, dans les facultés de droit et de médecine de l'Université Nationale du Littoral. Des hommes jeunes et plus âgés provenant de groupes fondamentalistes se sont présentés dans les deux institutions, dans le but d'empêcher le déroulement du débat et de distribuer des pamphlets et autres matériels contre le droit de décider.

La brève [vidéo](#)¹⁹ d'Ana María que nous avons filmée et dans laquelle nous retraçons sa vie, son décès, la lutte infatigable de sa famille et de Multisectorielle en quête de justice et de la nationalisation de son cas au sein du mouvement féministe argentin, mérite bien un paragraphe apart. Elle nous permet de montrer la véritable Ana María, jeune, le sourire aux lèvres à peine insinué; nous voyons l'hôpital où elle est morte et nous renvoie à notre propre image dans la recherche de justice. La vidéo a été diffusée au cours de différents actes, sur YouTube et dans d'autres endroits.

Grâce à l'impact politique qu'a produit la diffusion de ce cas, la présence de membres de l'association Multisectorielle de Femmes est réclamée dans de nombreuses discussions et journées publiques aux quatre coins du pays, pour diffuser les stratégies d'action réussies contre les fondamentalismes.

Les perspectives d'avenir

Multisectorielle considère que la stratégie de lutte simultanée sur les fronts juridique et politique, a été un outil efficace pour affronter cette bataille, mais qu'elle doit toujours être utilisée en coordination avec d'autres organisations sociales. La bataille juridique est très importante mais les transformations profondes peuvent s'obtenir seulement à travers la sensibilisation de tous les secteurs, spécialement des secteurs

persécutés, discriminés et laissés à l'écart comme les femmes. Pour renforcer l'impact politique, nous avons travaillé à partir du ludique et du créatif, à travers une présence et un militantisme permanent dans les rues, places, quartiers, centres de santé, couloirs de tribunaux, chambres législatives, moyens de communication, universités, etcetera.

Le débat public sur l'avortement est bien installé dans notre pays et ne pourra pas subir de retour en arrière. Nous croyons que la lutte sera difficile mais il existe déjà un grand nombre de secteurs sensibilisés à cette cause, dont un grand nombre de fonctionnaires et de législateurs/rices provinciaux/les. Ainsi nous avons obtenu, en juin 2009, l'approbation de la Ley Provincial de Adhesión a la Guía Nacional de Atención de Abortos No Punibles²⁰ (Loi provinciale d'adhésion au guide national d'assistance des avortements non Punissables).

Sur le plan juridique, nous envisageons prochainement, de porter ce cas face aux instances internationales, que se soit la Commission Interaméricaine des droits humains ou les Nations Unies.

Mais nous avons aussi connu des conséquences non souhaitées. Une d'entre elles a été la révélation du côté sombre des corporations médicales: le fondamentalisme, l'autoritarisme et l'intolérance, qui ont entravé chacune de nos actions. Toutefois, nous devons reconnaître qu'il y a eu plusieurs médecins qui se sont approchés, intéressés de connaître les détails du cas. De leur côté, avec la même persévérance que pour les journées de débat, les groupes fondamentalistes ont outragé les deux fresques en hommage à Ana María Acevedo, en les couvrant de phrases en peinture noire. Avec encore plus persévérance et de conviction, nous avons refait les deux fresques lors de deux actes, sous les consignes : « Pour chaque mot rayé, nous en peindrons mille nouveaux » et « Allumez les lanternes, les sorciers veulent revenir »²¹.

Une des conséquences qui n'a pas été recherchée mais qui nous a procurer de grandes satisfactions, a été la relation entretenue avec la famille d'Ana María, à qui nous avons accompagné et soutenue tout au long du processus. Nous sommes pleines de fierté face au militantisme de Norma, sa présence lors de la Rencontre des Femmes et la reconnaissance qu'elle a reçu de la chambre des députés/es de la Nation, en tant que « Femme remarquable » pour sa force et son combat dans la quête de justice pour sa fille.

Connaitre leurs causes profondes, les éléments qui les motivent et les attrait qu'ils provoquent, nous permettent de délier la logique des fondamentalismes, de dénaturer leur discours moral et religieux, de remettre en question des vérités historiquement considérées comme monolithiques

et de mettre à découvert leur modus operandi. Celles-ci sont des tâches indispensables pour la construction d'États véritablement laïcs et démocratiques, où la pluralité et la diversité des idées soient favorisées.

Déconstruire le discours qui dit que le laïc s'oppose à l'aspect religieux, nous stimule à travailler pour l'idée d'un laïcisme qui en réalité s'oppose à l'État théocratique et à l'autoritarisme des dogmes. C'est pour ce motif que la lutte pour la sécularisation de l'État est impérative pour les mouvements de femmes, elle est le point de départ pour entamer le débat sur un pied d'égalité avec tous les secteurs, pour l'appropriation de notre corps et notre sexualité.

Finalement, nous devons dire que le cas d'Ana María Acevedo a transformé nos vies d'activistes féministes en faveur des droits des femmes. Dans notre activisme et dans notre for intérieur, chacune de nous avons pu ressentir la douleur qu'avait supporté Ana Maria et nous ne pouvions que nous rebeller face à cela.

Cette lutte est dédiée à toutes les femmes, pour que plus jamais une femme soit confrontée au refus du droit de décider sur son corps, il s'agit d'un combat pour elle mais aussi pour toutes les autres femmes. Pour Ana María, parce que sa vie mérite d'être remémorée, parce qu'il est nécessaire, impérieux et indispensable que justice soit faite.

A sa mémoire, à son histoire, nous dédions ce travail à
ANA MARIA ACEVEDO PRESENTE

Brève notice biographique des auteures :

Lucila Puyol est féministe, avocate et éducatrice populaire. Activiste pour les droits humains des femmes, elle fait partie de Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, l'ONG féministe Palabras, l'ONG Canoa-Hábitat Popular et le Groupement H.L.J.O.S., organisme de droits humains, fille de mère « disparue » et d'un ex prisonnier politique de la dernière dictature militaire argentine. Elle suit un master de genre à l'Université Nationale de Rosario.

Paula Condrac est féministe, opératrice en psychologie sociale et avocate. Activiste par les droits humains des femmes. Membre de Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, de l'ONG Canoa-Hábitat Popular et du Centro de Estudios e Investigaciones en Psicología Social Pichoniana (Centre d'études et recherches en psychologie sociale Pichoniana, CYDEPSP, selon l'acronyme espagnol) sur les sujets liés au genre et aux droits humains. Elle est enseignante et membre des équipes de coordination dans le secteur de la formation de la Première école de psychologie sociale de Santa Fe Dr. Enrique Pichon Rivière.

Brève notice biographique de l'organisation :

Multisectorial de Mujeres de Santa Fe est une collectivité féministe, intégrée par des femmes indépendantes, des organisations de femmes, des organisations sociales et par des partis politiques également, qui depuis sa conformation, en mars 2005, soutient les combats des mouvements populaires mais travaille spécifiquement à la promotion et la défense des droits humains des femmes. Lucila Puyol, Paula Condrac et Mirtha Manzur intègrent l'équipe légale de la Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, qui poursuit les actions légales et juridiques du cas d'Ana María Acevedo.

Notes de fin :

¹ VASALLO, Marta. En nombre de la vida. Córdoba, Editions Gráfica SEM, 2005. Nous avons suivi quelques idées de cette auteure dans ce chapitre.

² En suivant une réflexion d'Ana Güesmez, l'idée que l'Église catholique est une des institutions avec la plus grande reconnaissance sociale, ne veut pas dire qu'elle a une légitimité mais fait plutôt référence à la faiblesse des institutions publiques.

³ Comme dans le cadre de la santé: dans plusieurs hôpitaux publics de l'Argentine, les salles destinées à la gynécologie, à l'obstétrique et à la maternité sont prises en charge par des nonnes infirmières, ce qui empêche toute possibilité d'avoir accès à l'information sur la contraception. Il est aussi très fréquent que dans les bureaux des juges, dans les classes d'écoles et dans les salles d'hôpitaux —dans tous les endroits publics— des crucifix soient accrochés aux murs.

⁴ Loi 23 515 de 1987 et loi 23 264 de l'année 1985.

⁵ Nous ne pouvons pas oublier l'important legs d'Alice Dumont, Leonie Duquet, Carlos Mujica, Enrique Angelelli, les religieux palotins, et de beaucoup d'autres. Dumont et Duquet, des religieuses françaises qui accompagnaient les parents des

personnes disparues, ont été kidnappées à Buenos Aires en décembre 1977 et ont été postérieurement assassinées. Mujica, prêtre qui vivait et travaillait dans les quartiers marginaux («villas», «bidonvilles» en français) de Buenos Aires, a été assassiné en mai 1974. Angelelli, Évêque de La Rioja, qui avait fait face aux pouvoirs économiques pour défendre les secteurs appauvris, est mort en 1976 lors d'un faux accident de voiture. En juillet 1976, trois prêtres (Alfredo Kelly, Alfredo Leaden et Pedro Duffau) et deux séminaristes (Salvador Barbeito et Emilio Barlett) de l'ordre des palotins, ont été assassinés dans l'église où ils vivaient et travaillaient. Dans chacun des cas, les auteurs de ces crimes ont été identifiés comme faisant partie des forces de sécurité argentines ou, dans le cas de Mujica, de groupes paramilitaires de droite.

⁶ L'Opus Dei affirme disposer de 85 000 membres autour du monde, dont 29 400 vivent en Amérique latine (selon l'article «Personas del [Opus Dei](#)» sur le site web de l'Opus Dei d'Argentine). L'identité de la majorité de ses membres est publique, mais dans le cas des personnes influentes de la politique ou des affaires, le lien est souvent secret (CORBIÈRE, Emilio J. Opus Dei. El totalitarismo catolico. Buenos Aires, Éditions Sudamericana, 2002).

⁷ Voir le [document sur les prêtres «villeros»](#) sur le web de Diario Libre: www.diariolibre.info.

⁸ VAGGIONE, Juan Marco. Los roles políticos de la religión. Género y sexualidad más allá del secularismo. In: VASALLO, Marta, ob.cit., p. 149.

⁹ Il convient de clarifier que c'est le seul article dudit Code qui utilise le féminin «réprimée»; avant et après cela, il emploie un langage sexiste au masculin, réitérant la formule : « Sera réprimé avec autant d'années de prison, celui qui commet une telle infraction ».

¹⁰ Il est possible de consulter l'article 86 du Código Penal Argentino sur le site web de Justiniano (moteur de recherche juridique argentin) www.justiniano.com/codigos_juridicos/codigo_penal.htm.

¹¹ Notons que l'utilisation du mot « mère » au lieu de « femme » n'est pas fortuite.

¹² Des cas survenus à Guernica, ville de La Plata, Province de Buenos Aires ; ville de Mendoza, Province de Mendoza et ville de Paraná, Province de Entre Ríos, entre autres.

¹³ Révélant la véritable identité des fondamentalistes, nous, féministes affirmons qu'ils ne sont pas des groupes pro-vie mais « anti-droits des femmes ».

¹⁴ Sanctionnée en 2002, cette loi énonce entre ses principaux objectifs « atteindre pour la population, le niveau le plus élevé de santé sexuelle et de procréation responsable, afin qu'elle puisse adopter des décisions libres de discrimination, contraintes ou violence » et « garantir à toute la population l'accès à l'information, l'orientation, les méthodes et prestations de services relatifs à la santé sexuelle et à la procréation responsable ».

¹⁵ Depuis 1986, les Rencontres nationales de femmes ont lieu chaque année dans une province différente de l'Argentine. Elles sont autoconvoquées et autofinancées. La Rencontre d'octobre 2009 à Tucuman a réuni plus de 20 000 femmes. Pour plus d'information, consulter : www.24-encuentromujeres.com.ar.

¹⁶ La méthodologie de l'« escrache » a été très utilisée dans notre pays par le Groupement (Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (Fils et Filles pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence, [H.I.J.O.S](#), selon l'acronyme espagnol), organisme de droits humains intégré par les enfants de personnes disparues, assassinées, exilées et prisonniers/ères politiques de la dernière dictature militaire argentine. L'escrache consiste à faire une dénonciation publique pour visibiliser ce qui est invisible, pour ne plus cacher ce qui est caché et pour identifier les responsables. Dans notre pays, plusieurs escraches ont été faites à des génocidaires, entre eux Jorge Rafael Videla (dictateur, putschiste, usurpateur du poste de président de l'Argentine entre 1976 et 1979).

¹⁷ Martín Moschen, Ana Cilla, Ignacio Carranza et José Ramírez.

¹⁸ Lors de l'atelier, un groupe de femmes catholiques qui s'y trouvait et qui a l'habitude de s'organiser à l'avance dans les églises pour assister aux Rencontres nationales de femmes, ont reproché à Norma d'avoir voulu tuer sa petite-fille. Presqu'en pleurant, la mère d'Ana María leur a répondu : « Mais vous ne comprenez pas, ma fille est morte... » De toute évidence, elles le comprenaient bien, mais pour elles la vie des femmes est sacrificable en faveur de celle qui va naître. C'est ainsi qu'elles l'ont exprimé dans l'Atelier. De toute façon, elles n'étaient qu'un groupe minoritaire qui a été expulsé par le reste des participantes.

¹⁹ Réalisatrice : María Victoria Rey, ayant une maîtrise en Communication sociale. (Il est possible de voir la vidéo sur www.youtube.com, en utilisant les mots clés : [Ana María Acevedo](#))

²⁰ Voir : TESSA, Sonia. Para que nadie pueda negarse. Página12, Supplément Rosario12, 8 juin 2009. Le Guide pour l'assistance intégrale des avortements non punissables a été élaboré en 2007 par le ministère de la Santé nationale. Un de ses objectifs est d'éviter les pièges que tendent les fonctionnaires fondamentalistes dans les cas d'avortement légal, comme par exemple, exiger une autorisation judiciaire, ce qui n'est pas nécessaire.

²¹ Cette phrase identifie à la génération du rock argentin et le mot « sorcier » est utilisé comme synonyme d'inquisiteur. La phrase propose d'allumer des lanternes contre l'obscurité.